André Guichaoua analyse la répression menée par le régime Nkurunziza

@rib News, 15/12/2015 - Source AFP Burundi : le rÃ©gime Nkurunziza mÃ¨ne une "politique de terreur" dans une "impunitÃ© totale" (expert) (TROIS QUESTIONS) Pour le sociologue AndrÃ© Guichaoua, professeur Ã l'UniversitÃ© Paris-Sorbonne et l'un des meilleurs spÃ©cialistes de l'Afrique des Grands lacs, le rÃ©gime du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza mÃ¨ne une "politique de terreur" dans une "impunitÃ© totale". QUESTION - Comment analysez-vous la rÃ©pression menÃ©e depuis des mois par le rÃ©gime du prÃ©sident Pierre NkurunzizaÂ ?

REPONSE - La politique d'intransigeance des autoritÃ©s vis-Ã -vis de leurs opposants et de terreur vis-Ã -vis de tous les "ennemis" avÃ©rÃ©s et potentiels n'est pas improvisÃ©e ni passagÃ¨re. Il en est de mÃªme de son indiffÃ©rence affichÃ©e fac aux pressions rÃ©gionale et internationale. Elles reposent sur le postulat qu'il n'existe plus d'opposition politique avec laquelle un dialogue interburundais se justifie. TiraillÃ©e entre de multiples porte-paroles, la direction en exil du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'Etat de droit au Burundi (CNARED, fondÃ© en aoÃ»t 2015) associe des forces hÃ©tÃ©rogÃ¨nes toujours impuissantes Ã se fÃ©dÃ©rer et Ã dÃ©finir une stratÃ©gie commune en liaison avec leur populaire et les cadres restÃ©s au pays. Sur place, au Burundi, aprÃ¨s deux Ã©lections sans opposition qui lui ont donnÃ© les pleins pouvoirs, le CNDD-FDD (au pouvoir) peut enfin se comporter ouvertement comme un parti unique de facto. Q - Que se passe-t-il au sein du CNDD-FDDÂ ? Avec quelles consÃ©quencesÂ ? R - La radicalisation prÃ©vaut au sein du noyau Ã©purÃ© dÃ©sormais Ã la tÃªte du CNDD-FDD qui marginalise, Ã©vince ou Ã©limine mÃ©thodiquement tous ses opposants potentiels ou avÃ©rÃ©s, c'est-Ã -dire concrÃ¨tement tous ceux qui refusent de le rejoindre et en interne tous ceux qui n'approuvent pas sa ligne dure. Trois constats en dÃ©coulent. L'opposition politique "dÃ©mocratique" Ã©tant durablement neutralisÃ©e ou soumise, les stratÃ¨ges du pouvoir estiment disposer d'un an ou deux avant que d'Ãªtre Ã©ventuellement confrontÃ©s Ã une rÃ©sistance armÃ©e structurÃ©e et consistante. Pour contrer ce risque, une surveillance de proximitÃ© constante de tous les citoyens et des "ennemis" ou traitres potentiels de l'intÃ©rieur, appuyÃ©e rÃ©cemment par la gÃ©nÃ©ralisation des Ã©coutes tÃ©lÃ©phoniques, doit permettre de dÃ©jouer les complots, neutraliser les "terroristes", dissua les jeunes dÃ©sarmÃ©s d'agir ou de s'enrÃ´ler dans la rÃ©sistance. L'"ennemi" Ã©tant pour une part installÃ© au sein des instances de pouvoir et en mesure de rÃ©aliser des opÃ©rations commandos spectaculaires (assassinats de personnalitÃ©s, attaques de sites sensibles,...), une politique de terreur ostensible est menÃ©e dans un contexte d'impunitÃ© totale vis-Ã -vis des exactions des forces de rÃ©pression et des activistes du parti au pouvoir qui les appuient. Elle n'Ã©pargne personne y compris au sein de l'appareil dirigeant. Le mot d'ordre explicite de cette politique - prendre exemple sur les mÃ©thodes rwandaises - dÃ©finit les marges de manoeuvre que s'octroient le pouvoir burundais en matiÃ¨re de gestion de la rÃ©pression. Mot d'ordre qui indirectement vise l'inspirateur et la base arriÃ¨re prÃ©sumÃ©s de la dÃ©stabilisation du Burundi (le Rwanda). Mot d'ordre enfin qui disqualifie d'emblÃ©e les pressions et interventions de la communautÃ© internationale peu indignÃ©e face aux trois nouveaux mandats que s'autorise le chef de l'Etat rwandais Paul Kagame. Q - Comment analysez-vous la stratÃ©gie du rÃ©gime vis-Ã -vis de l'opinion internationale? R - Dans ce contexte, comme depuis les Ã©lections de 2010, elles aussi remportÃ©es sans opposition, le CNDD-FDD conforte son encadrement omniprÃ©sent, dispose d'un monopole quasi exclusif sur les mÃ©dias, accroÃ®t les prÃ©rogatives de ses jeunesses militantes. En rÃ©ponse aux accusations sur la montÃ©e des tensions politiques, les assassinats et le risque de guerre civile, les autoritÃ©s multiplient les manifestations et rites d'allÃ©geance politique, mettent en scÃ¨ne la paix intÃ©rieure et nÃ©gocient des aides alternatives pour anticiper un embargo ou des sanctions Ã©ventuelles. Ã€ leurs yeux, la situation intÃ©rieure est normale, la population vaque Ã ses occupations, les radios couvrent l'actualitÃ© ordinaire. Une stratÃ©gie qui lui a bien rÃ©ussi depuis que les autoritÃ©s ont assumÃ© le risque de jouer avec la Constitution, de transgresser l'esprit des accords d'Arusha, voire d'en finir avec les Ã©quilibres qui fondaient l'exception dÃ©mocratique burundaise depuis la fin de la guerre civile aux dÃ©buts des annÃ©es 2000.